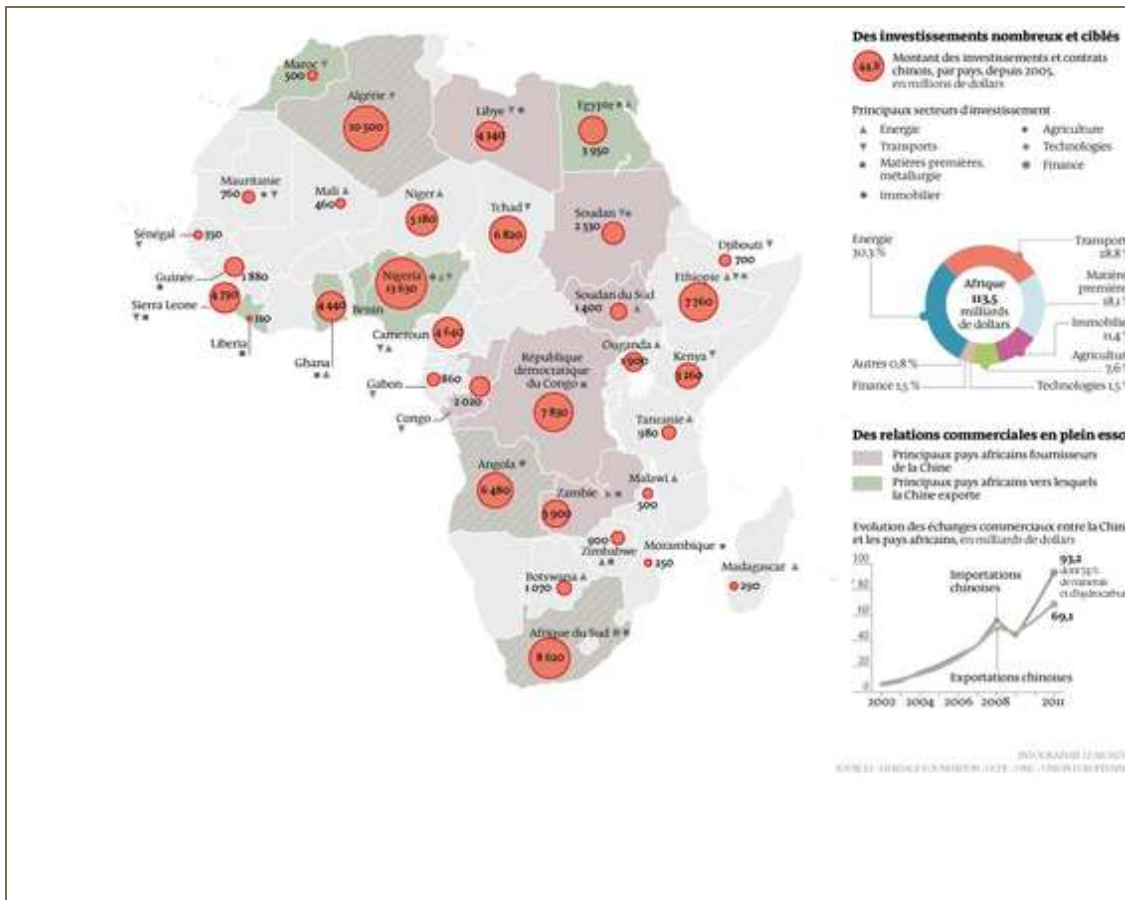


26-27 MARS SOMMET DES BRICS à DURBAN (AFRIQUE DU SUD)
Chine-Afrique La fin de la lune de miel



Attirée par les matières premières de l'Afrique, la Chine en est devenue le principal bailleur de fonds. Cette dépendance envers l'empire du Milieu inquiète les Etats africains, qui redoutent un " néocolonialisme "



A peine intronisé, le président chinois Xi Jinping est attendu sur le continent africain. Il doit participer au sommet des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud), réunion des grands pays émergents, à Durban, en Afrique du Sud. Le chef de l'Etat se rendra aussi en Tanzanie et en République du Congo.



Quel est le sens de cette tournée africaine ? Avec cette visite, juste après une étape à Moscou, Xi Jinping s'inscrit dans la continuité de la diplomatie chinoise, qui considère l'Afrique comme une priorité. Pendant la période maoïste, les causes étaient idéologiques. Pékin, qui se présentait en chef de file des pays non alignés, était en concurrence à la fois avec l'île rebelle, Taïwan - chacun des deux camps cherchant à obtenir le plus de reconnaissances diplomatiques -, l'Union soviétique, frère ennemi du camp socialiste, et l'Occident.

Depuis la fin des années 1970 et le lancement des réformes, qui marque la conversion de l'empire du Milieu au capitalisme, l'économie, le commerce et le besoin de ressources naturelles priment. En 2006, Pékin a frappé les esprits en organisant le premier sommet Chine-Afrique. Les visites de dignitaires chinois se sont multipliées, les investissements et les projets d'infrastructures également. Si les anciens colonisateurs et les Etats-Unis insistent sur la bonne gouvernance, la Chine évoque des aides sans condition et parle de non-ingérence ; un discours qui plaît à de nombreux dirigeants africains.

Sur le plan diplomatique, la Chine est reconnaissante d'avoir pu compter sur les pays africains pour obtenir sa place aux Nations unies comme membre permanent du Conseil de sécurité, en 1971, au détriment de Taïwan. Et

elle continue à soigner cette relation au sein des instances internationales. Le " Livre blanc sur la politique africaine de la Chine ", publié pour la première fois en 2006, souligne que " *la Chine oeuvre à établir et développer un nouveau type de partenariat stratégique marqué par l'égalité et la confiance mutuelle sur le plan politique, la coopération dans un esprit gagnant-gagnant* ".

Quel est le poids de la Chine en Afrique ? La Chine est devenue, depuis 2009, le premier partenaire commercial de l'Afrique et son principal bailleur de fonds. Elle a permis la croissance du continent en lui achetant ses matières premières et en lui vendant des biens de consommation à prix réduits. Les échanges commerciaux sont passés de 10 milliards de dollars (7,75 milliards d'euros) en 2000 à près de 200 milliards (155 milliards d'euros) en 2012.

Selon le vice-ministre des affaires étrangères, Zhai Jun, cité le 18 mars par l'agence Chine nouvelle, les entreprises chinoises présentes dans la construction d'infrastructures ont investi, à la fin 2012, plus de 15,3 milliards de dollars en Afrique. Elles sont également présentes dans des pays considérés à risques en Occident, comme le Soudan, le Zimbabwe et la Sierra Leone. Plus de 800 entreprises publiques chinoises se trouvent sur le continent, ont souligné Mthuli Ncube et Michael Fairbanks dans une étude de 2012, " *La Chine en Afrique, mythes, réalités et occasions* ". Les pays occidentaux ont observé l'émergence chinoise sur le continent africain avec inquiétude, sans cependant avoir les moyens de la contrer.

En 2012, Hillary Clinton, alors chef de la diplomatie américaine, avait proposé, lors d'une visite au Sénégal, un " *partenariat durable avec l'Afrique, créateur plutôt que destructeur de valeurs* ". L'agence Chine nouvelle avait répliqué en soulignant que les pays africains préféraient des " *aides concrètes* " à de " *vagues promesses* ".

Comment les Chinois parviennent-ils à s'imposer sur le continent ? En 2010, l'ambassadeur kényan aux Etats-Unis, Elkanah Odembo, a souligné la difficulté pour les pays africains de rejeter les propositions chinoises. Ils ont commis l'erreur de ne pas investir, il y a plus de vingt-cinq ans, dans les infrastructures. Aujourd'hui, la Chine leur propose de le faire en offrant, en plus, des crédits - au moins 110 milliards de dollars en 2009 et 2010, provenant de la China Development Bank et de l'Exim-Bank, deux établissements publics. Les Chinois " *viennent avec l'expertise, la technologie et les fonds* ", a-t-il relevé. En échange, la Chine a accès aux ressources naturelles dont elle a besoin pour nourrir sa croissance. En affichant sa volonté de ne pas s'immiscer dans les affaires intérieures, Pékin a séduit de nombreux Etats africains soumis aux pressions des Occidentaux et des organismes internationaux. C'est un triptyque parfait : diplomatie, groupes publics et argent. Mais l'Afrique est également vue par les entreprises chinoises comme un marché potentiel important.

Un sentiment antichinois se développe-t-il en Afrique ? Près d'un million de Chinois vivraient désormais en Afrique. La récente vague migratoire de travailleurs et d'entreprises originaires de l'empire du Milieu suscite effectivement des frictions avec les populations. Au Zimbabwe, au Mozambique, au Botswana, au Niger, en Algérie, au Kenya, en Angola, en Ethiopie et en Namibie, les journaux locaux s'en font régulièrement l'écho, même si le sentiment antichinois, très variable selon les pays, tend parfois à être exagéré.

L'incident le plus grave a eu lieu au mois d'août 2012 en Zambie. Un Chinois, gérant d'une mine de charbon, a été tué par des ouvriers en grève qui réclamaient une hausse de salaire. Lors d'un précédent conflit, en 2011, deux contremaîtres de cette compagnie avaient tiré et blessé une dizaine de mineurs. La même année, l'organisation non gouvernementale Human Rights Watch dénonçait dans un rapport l'attitude de compagnies minières chinoises qui, malgré des progrès, continuaient de bafouer les lois du travail et ignoraient les règles de sécurité. Bas salaires, longues journées de labeur... les sociétés extractrices chinoises imposent souvent des conditions de travail encore plus dures que celles des compagnies occidentales.

" *Leurs dirigeants calquent ici des habitudes prises en Chine*, relève Ana Alves, chercheuse à l'Institut sud-africain des affaires internationales (SAIIA), basé à Johannesburg, *mais au lieu de pointer du doigt ces entreprises, les Etats africains devraient plutôt faire appliquer des réglementations du travail qui empêchent ces dérives.* "

Les tensions sont aussi alimentées par l'importation de main-d'oeuvre chinoise, notamment dans le secteur de la construction, et par l'arrivée massive de produits chinois à bas coût (textile, équipements électroniques) qui a

certes permis à une partie des Africains d'améliorer leur quotidien, mais qui fait souffrir les commerçants locaux, peu armés pour affronter cette concurrence.

Quel est le risque de néocolonialisme pour les pays africains ? " *L'Afrique et la Chine vivent une véritable histoire d'amour depuis une décennie, mais la lune de miel est désormais terminée, estime la chercheuse Ana Alves. Doucement mais sûrement, les pays africains prennent conscience de ce risque de néocolonialisme.* "

Début 2012, l'inauguration dans la capitale éthiopienne, Addis-Abeba, du nouveau siège de l'Union africaine (UA), une tour d'une vingtaine d'étages entièrement financée par la Chine, avait fait grincer des dents quelques dirigeants africains.

En juillet 2012, à Pékin, le président sud-africain, Jacob Zuma, avait remercié la Chine de traiter les pays africains en " *égaux* " mais avait mis en garde contre les risques d'une relation commerciale déséquilibrée, " *pas viable sur le long terme* ", dans laquelle l'Afrique fournit aujourd'hui avant tout des matières premières : " *L'expérience économique de l'Afrique avec l'Europe dans le passé appelle à la prudence.* "

Certains pays, comme l'Angola, ont décidé de limiter leur dépendance avec la Chine en diversifiant leurs partenariats et en se tournant vers d'autres puissances émergentes du Sud comme le Brésil ou l'Inde, tout en maintenant des liens avec des pays occidentaux. D'autres tentent de conditionner des contrats à des transferts de technologie et de compétences et à des créations d'emplois. Mais face à la puissance chinoise, la marge de négociation est souvent limitée. Fin 2011, Jacob Zuma avait été accusé d'avoir cédé à la pression chinoise en retardant le traitement de la demande de visa pour le dalaï-lama, chef spirituel des Tibétains exilé en Inde depuis 1959. Faute de réponse, le Prix Nobel de la paix 1989 avait annulé sa visite en Afrique du Sud.

François Bougon et Sébastien Hervieu (à Johannesburg)

© Le Monde

◀ **article précédent**

En Amérique centrale, le narcotrafic...

article suivant ▶

Génération " niet " ...